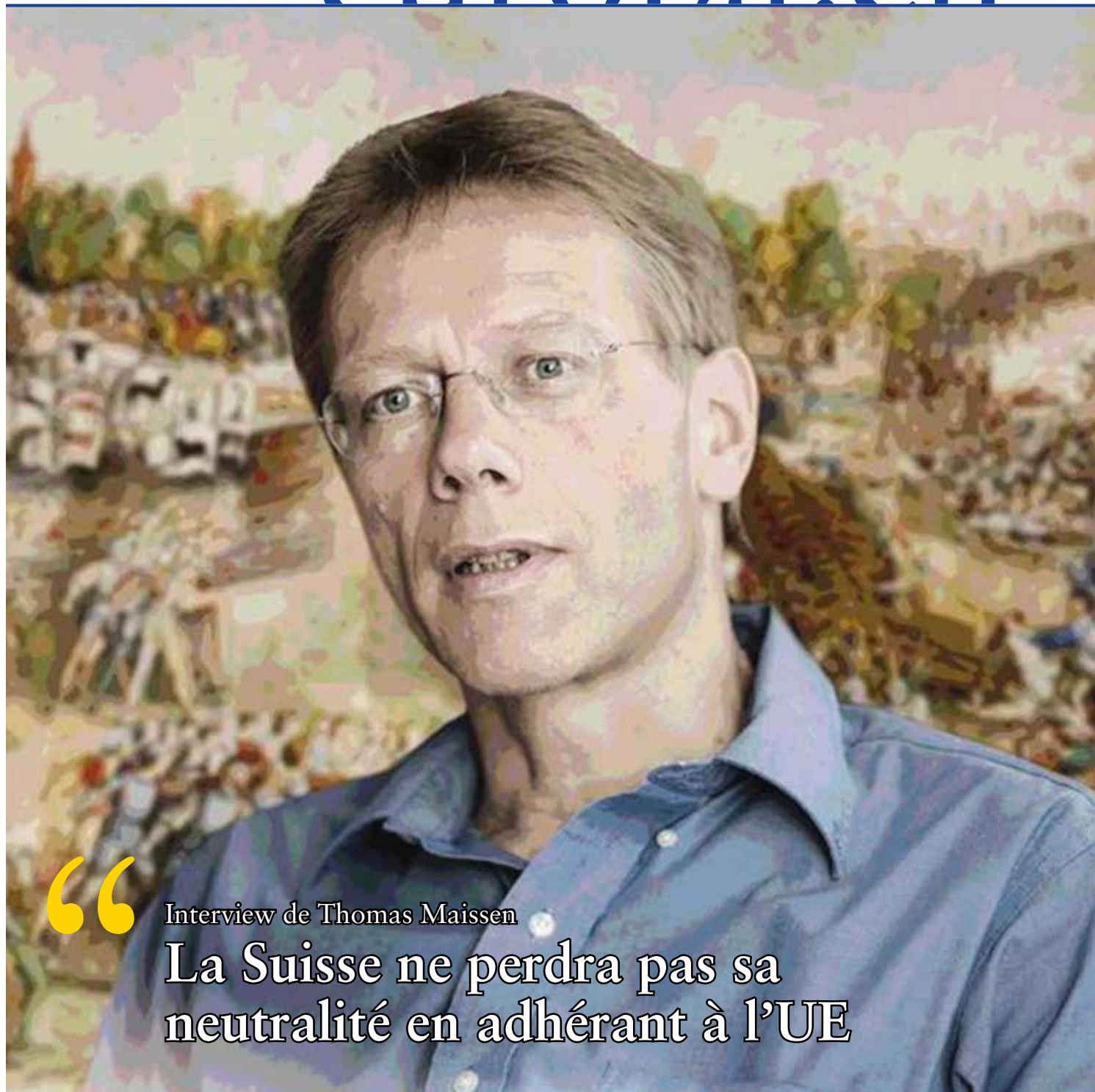




europa.ch



“

Interview de Thomas Maissen

**La Suisse ne perdra pas sa
neutralité en adhérant à l'UE**

projecteur

Nous devons quérir ce dont nous avons besoin

>> Page 3

Avenir des relations entre la Suisse et l'Union européenne

>> Page 4

Le débat sur la question européenne a bel et bien eu lieu!

>> Page 5

interview

Thomas Maissen
«1848, c'est la victoire de la modernité revêtue du costume traditionnel»

>> Pages 6–7–8

poésie

Tentiamo dirvi

>> Page 9

reportage

«Nous avons besoin d'une vraie politique européenne»

>> Pages 10–11–12

yes

Accepter les défis posés par l'Union européenne

>> Page 13

abattage de mythes

«La réglementation de l'UE sur les pizzas représente un record de bureaucratie»

>> Page 14

Chère lectrice, cher lecteur,



« Avec la crise des migrants, le Grexit retardé et le Brexit à venir, comment pouvez-vous encore croire à l'Europe? »

La question m'a été souvent adressée ces dernières semaines et vous vous l'être peut-être posée, en tant que membre du Nomes, en tant que Suisse-ssse ou même en tant qu'être humain. Si cette question est bien sûr légitime, elle devrait en toute rigueur en amener une autre: un désaccord avec certaines options ou décisions politiques remet-il automatiquement en jeu la pertinence de l'ensemble du système? Si la réponse est oui, alors la majorité des Romands et tous ceux qui ont voté non à l'initiative «contre l'immigration de masse» ne devraient plus croire en la Suisse et sa politique européenne. Pire, ils devraient même envisager de faire sécession...

La question européenne, on ne le sait que trop, est devenue taboue au sein des partis depuis le 9 février 2014 et aucune solution concrète à la crise actuelle ne semble se dessiner. Le Nomes, par sa tournée européenne (voir page 5) et sa plate-forme internet (www.elections15.eu), a remis le thème au centre des débats durant la campagne pour les élections fédérales. Et le succès rencontré lors de chaque manifestation, tant du côté des candidats aux Chambres que du public, a prouvé à quel point il était essentiel que des voix en

faveur de l'Europe se fassent entendre. Bien sûr, il est nécessaire et même indispensable d'observer avec un œil critique la politique de l'UE dans la gestion des différentes crises qui la touchent en ce moment. Tout comme il est indispensable de le faire en ce qui concerne la politique européenne actuelle de la Suisse. Mais devons-nous pour autant tout rejeter en bloc, opposer une fin de non-recevoir à l'UE? Ma réponse est non, bien sûr, trois fois non. D'abord, parce que nous partageons avec les Européens encore et toujours les mêmes valeurs et la même identité. Ensuite, ce n'est pas parce que nous ne serions pas d'accord avec la politique actuelle de l'UE, qu'il nous faut refuser aux Européens notre participation à la gestion des crises en veillant notamment à contenir leur main-d'œuvre – souvent plus que qualifiée – qui franchit nos frontières! Enfin parce que nous avons le devoir d'aider à trouver des solutions, de participer à la création d'une démocratie européenne plutôt que d'adopter la posture de l'observateur critique et détaché, qui est souvent celle du lâche. Car n'y a-t-il pas plus grande lâcheté que de vouloir quitter le navire qui coule quand on aurait les moyens de le maintenir à flot?

Caroline Iberg
Secrétaire générale adjointe

surfer

La lutte contre la langue bureaucratique

Généralement, la Direction générale de la traduction de la Commission européenne diffuse à usage interne des documents pour ceux qui doivent rédiger des papiers divers allant du simple compte rendu de séance au plus complexe projet de loi. Cette fois-ci, elle publie *Rédiger clairement*, une brochure intelligente, agréable à lire et destinée à tous. Ce document qui donne des conseils pratiques pour éviter l'argot bureaucratique et pour communiquer de manière plus simple et plus compréhensible est accessible à tous et non aux seuls membres de «l'Eurocratie» bruxelloise puisqu'on la trouve sans frais sur internet au format PDF. (sp)

<http://bit.ly/1FUAbJX>

Développement durable: beaucoup reste à faire

En 2001, l'UE a adopté «la stratégie en faveur du développement durable». Le rapport en six étapes de 350 pages vient d'être publié par l'Eurostat (seulement en version anglaise...). Voici en deux lignes le résumé de cet ouvrage incroyablement détaillé: trois des dix indicateurs principaux contiennent de véritables progrès; cinq d'entre eux de légers reculs et deux d'entre eux un statu quo. En conclusion, il reste encore (malheureusement) beaucoup à faire. Accessible lui aussi gratuitement sur internet en format PDF – il faut toutefois une bonne dose de patience pour télécharger un document d'une telle taille. (sp)

<http://bit.ly/1L3PVul>



NOUS DEVONS QUÉRIR CE DONT NOUS AVONS BESOIN

Par **Matthias Daum**, journaliste à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*

C'est toujours pareil. Quand les scandales dans les banques, les évasions fiscales ou encore la corruption au sein de la FIFA font la une, le téléphone se met à sonner frénétiquement à la rédaction suisse du magazine *Die Zeit*: - Comment jugez-vous la situation? - Pouvez-vous écrire quelque chose là-dessus? Oui, s'il s'agit de tricheurs et de gros sous, cela intéresse les collègues de Hambourg au plus haut point. Avec raison. Mais qu'en est-il de la politique suisse et même de la politique européenne suisse? Ce sujet n'est qu'à peine évoqué là-bas dans le Grand Nord.

Bien sûr que lorsque les Suisses ont interdit la construction de minarets en 2009, certains de mes collègues de la rédaction ont demandé, l'air préoccupé: - Que se passe-t-il chez vous? Et l'un d'entre eux voulait écrire un papier là-dessus. Ou encore quand un show télévisé allemand invite pour la énième fois un rédacteur en chef conservateur suisse (Roger Köppel, ndlr.) pour s'offrir une joute verbale, mettant ainsi la sphère Twitter en ébullition. Et quand un dimanche fatidique de février 2014 l'initiative contre l'immigration de masse a été acceptée, les analyses parues sur *Die Zeit online* ont atteint un taux d'audience phénoménal les jours qui ont suivi, et nous devons supporter des idioties par téléphone: Avez-vous encore le droit de sortir ou est-ce que vous vous êtes fait un abri en béton? Mais très vite l'intérêt pour cette décision populaire incompréhensible de la part du pays voisin s'est dégonflé: la Grèce, la crise de l'euro et l'Ukraine ont poussé la Suisse hors du magazine. Ainsi, notre bureau de correspondants vit jour après jour ce que tous savent en fait dans le domaine de la politique suisse: en Europe, personne n'attend notre pays. Et ce n'était pas le cas non plus lors de la votation du 9 février 2014. Et aussi peu lors de l'année décisive qui nous attend en 2016.

Qui gouverne la Suisse?



Matthias Daum et ses collègues jettent un œil sur les coulisses du pouvoir. Il fournit une analyse complète sur les personnes les plus influentes du pays et montre à quel point l'économie, la politique et les lobbys sont importants aujourd'hui. Sa conclusion: les anciens réseaux sont morts, ce sont des hommes inconnus qui déterminent désormais le destin du pays.

Matthias Daum

Matthias Daum (né en 1979) est journaliste et dirige le bureau suisse de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*. Il est co-auteur des livres «*Wer regiert die Schweiz?*» et «*Daheim – Eine Reise durch die Agglomeration*».



En bref: l'UE se fout pas mal de la Suisse.

Pourtant, très peu de Suisses sont prêts à reconnaître cette réalité. Ou alors, comme le disait le professeur de littérature Peter von Matt dans une interview dans *Die Zeit*: «Le fait que quelqu'un puisse ne pas avoir la volonté d'adopter la «suissetude» comme but ultime, c'est pour beaucoup de Suisses tout à fait inimaginable!» C'est fort dommage. Cette surestimation de soi cache la réalité – et affaiblit ainsi notre propre position. Sans compter qu'il en va ici du futur de la Suisse en Europe. Car la Suisse attend quelque chose de l'Europe et non l'inverse. C'est nous qui voulons un nouvel arrangement qui garantisse la sécurité juridique, pas Bruxelles. Mais l'opinion générale en Suisse est autre. «Il y a eu un transfert de l'ennemi de Moscou vers Bruxelles. C'est très néfaste!», a déclaré l'ancien président du PLR Franz Steinegger dans nos pages: «C'est comme si l'UE voulait envahir la Suisse demain et occuper le Gothard.»

Mais alors que faire? Expliquer, ni plus ni moins. Aux Suisses, l'Europe et aux Européens, la Suisse.

Et il reste encore beaucoup à faire. C'est ce que l'on n'arrête pas d'expliquer aux collègues en Allemagne: non, le grand habitant de Herrliberg ne parle pas au nom de tous les Suisses; non, aucun soulèvement révolutionnaire ne guette lors des votations, mais plutôt des différences de pourcentages après la virgule; non, les décisions populaires ne sont pas éternelles, mais peuvent être révisées – et cela par le peuple lui-même. Et de toute façon: entre un texte d'initiative accepté et sa mise en œuvre concrète, il y a une énorme différence.

Mais justement, que ce soit dans une petite ou une grande rubrique politique: nous voulons quelque chose les uns des autres. Nous devons nous annoncer et aller quérir ce dont nous avons besoin. ■



AVENIR DES RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET L'UE

Par **Rainer Wieland**, MPE et vice-président du Parlement européen

La Suisse est le pays le plus européen de ce continent: aucun autre pays ne possède un lien aussi étroit avec l'Union européenne (UE). Depuis l'adhésion du pays à l'espace Schengen en 2008, un million de citoyens européens vivent en Suisse. A l'inverse, 400 000 Suisses se sont installés au sein de l'UE.

La Suisse est également étroitement liée à l'UE au niveau commercial. En effet, et ce depuis plus de vingt ans, les Confédérés font partie de l'espace économique européen. L'UE est devenue ainsi un important partenaire commercial de la Suisse. Quant à l'UE, seuls la Chine et les Etats-Unis devancent la Suisse. Ces chiffres sont l'expression d'un lien étroit et en constante évolution entre l'UE et la Suisse, lien dont les racines remontent au Moyen-Âge. A l'époque, l'accès au marché helvétique et à la région revêtait un grand intérêt pour les citoyens de l'Union actuelle.

Depuis la révolution libérale, l'idéal d'une nation fédérale multiculturelle porte ses fruits en Suisse. Cependant, les événements historiques du siècle dernier sur le continent ont amené la Suisse à se voir comme un cas particulier («Sonderfall»). Sous cet angle, l'évolution de

l'UE et de la Suisse qui consiste à unir, au plan politique et institutionnel, de grands et de petits Etats possédant une diversité culturelle présentent de nombreuses similarités. Toutes deux prennent des décisions avec des majorités changeantes. L'UE, tout comme la Suisse, accorde aux petits Etats membres un poids sans lien avec leur réalité démographique, garantissant ainsi la protection des minorités. Profiter des différences culturelles en créant, comme l'a fait la Suisse, une unité à plusieurs niveaux peut servir de modèle à l'intégration européenne.

Les accords bilatéraux qui ont été conclus par le passé entre la Suisse et l'UE représentent la base sur laquelle les relations de la Confédération avec ses partenaires peuvent se développer. A la suite de ces accords, les secteurs du marché intérieur des deux espaces économiques n'en font plus qu'un. Le deuxième ensemble d'accords a permis par la suite l'accès de la Suisse à l'espace Schengen et aux programmes scientifiques et de promotion de la culture.

Début 2015, un accord sur la fiscalité de l'épargne permettant l'échange automatique d'informations a été conclu.

Outre la collaboration dans ces domaines, celle dans le domaine de l'électricité et des quotas d'émissions est désormais au centre des discussions. D'autres accords bilatéraux pourraient encore être signés dans le cas où un accord-cadre qui veillerait à l'égalité de traitement des entreprises suisses et européennes serait signé.

Ainsi, en raison de l'importance du lien entre les deux entités, il est nécessaire de surveiller attentivement les conséquences de l'initiative contre l'immigration de masse. Car cette dernière empêche la Suisse d'élargir la libre circulation à la Croatie et a déjà conduit à la suspension du programme Erasmus. Les accords bilatéraux existants doivent être conservés et la cohésion qu'ils ont générée renforcée.

A l'avenir, ce sont surtout les jeunes Suisses et les jeunes Européens qui seront appelés à jouer un rôle déterminant dans les décisions concernant les futures relations entre les deux entités et, ainsi, renforcer l'unité politique et culturelle actuelle. ■



4

Rainer Wieland

Rainer Wieland est né le 19 février 1957 à Stuttgart. Juriste de formation et membre du parti CDU, il entre au Parlement européen en 1997 au sein du Parti Populaire Européen (PPE) et devient l'un des 14 vice-présidents du Parlement en 2009. A côté de son engagement parlementaire, Rainer Wieland est également président de l'organisation Europa Union Deutschland depuis 2011. A Bruxelles, outre la présidence des séances en alternance avec les autres vice-présidents, il assume également la fonction de membre de la Commission des Affaires Constitutionnelles (AFCO) dans laquelle sont discutées les questions concernant le développement institutionnel de l'UE et la mise en œuvre du traité de Lisbonne pour une Europe citoyenne. Enfin, Rainer Wieland est marié et père de deux enfants. Retrouvez plus d'informations sur son travail: <http://www.mdep.de/>



LE DÉBAT SUR LA QUESTION EUROPÉENNE A BEL ET BIEN EU LIEU!

Par **Manuel Knapp**, collaborateur du Nomes

Neuf villes, trois semaines, 74 invités des milieux politiques (dont 22 parlementaires actuels), économiques et culturels, plus de 1500 minutes de la part des invités et presque autant pour les questions et les réponses. C'est, en chiffres, ce qu'on peut retenir de la tournée européenne du Nomes.

Ce bref résumé pourrait constituer en soi le compte rendu du secrétariat général. Ce serait cependant omettre un facteur clé: l'apport de ces débats pour la société. A travers sa Tournée Européenne, le Nomes a ainsi pu démontrer deux choses. D'une part, que ses sections régionales sont aussi actives que douées pour mener les campagnes et pour créer une dynamique qui a débouché sur l'adhésion de nombreux nouveaux membres au sein du Nomes. En outre, grâce à nos partenaires Opération Libero, *Facteur de protection M*, Regio Basiliensis et economiesuisse, nous avons pu exprimer clairement notre point de vue commun, à savoir la recherche d'une Suisse différente et ouverte.

D'autre part, le Nomes a réussi à organiser des soirées au cours desquelles le débat politique a été enrichi par la vision d'artistes sur la thématique Suisse-UE. On citera tout particulièrement les jeunes improvisateurs de 16 à 20 ans qui ont animé les soirées de Lausanne et de Genève ou encore les deux artistes de l'association SLAAM présentes à Fribourg. Des liens plus étroits entre l'art et la politique ont été tissés lors de la tournée européenne.

La question européenne soulève des questions essentielles qui doivent être absolument clarifiées. Or, les partis n'ont eu de cesse de repousser le débat à la marge des élections par peur de perdre des voix ou parce qu'il s'agit de questions complexes qui ne peuvent pas être expliquées en deux mots aux électeurs.

Cela a certainement un rapport avec le fait que, avant le 9 février 2014, la voie bilatérale était considérée comme la



Etape zurichoise de la Tournée Européenne avec les candidats au Conseil des Etats.



Stolz, Tobler, Zehnder, Ott et Nussbaumer lors du débat à Bâle

voie royale. Or, la fin prochaine et annoncée de ce système adoré et perçu comme dénué d'alternative s'est vue, depuis le «oui» à l'initiative contre l'immigration de masse, compliquée par l'insécurité engendrée par la mise en œuvre de l'initiative.

Le Nomes et ses invités n'ont bien sûr pas évité la complexité du dossier. La «participation passive» de la Suisse au sein de l'UE évoquée par Eric Nussbaumer à Bâle s'accompagne depuis 21 mois d'une passivité politique promue par les milieux conservateurs en tant que «liberté d'agir». A Bâle toujours, la professeure de droit Christa Tobler a également rappelé qu'en cas de suppression des accords bilatéraux, la souveraineté de la Suisse serait radicalement restreinte. En effet, le droit européen devrait alors être repris de manière automatique afin de conserver notre accès au marché intérieur.

A Berne, l'ancienne conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey a plaidé en faveur de négociations en vue d'adhérer à l'Union européenne si la souveraineté reste le but ultime de la Suisse dans ses relations avec ses voisins. Notre pays gagnerait ainsi l'accès aux délibérations internes et à la prise de décision. Ce qui, dans les faits, devrait aller de soi pour une nation dont la tradition démocratique revêt une si grande importance. Quant à Carlo Sommaruga, il a rappelé au public genevois que les questions toujours ouvertes entre Berne et Bruxelles n'ont été qu'effleurées et qu'aucune solution n'a encore vu le jour.

Pour conclure, notons que presque tous les participant-e-s aux débats ont admis que les relations entre la Suisse et l'UE devraient être réglées après le 18 octobre. Il est en effet temps que cette discussion ait lieu: le compte à rebours jusqu'au délai de mise en œuvre de l'initiative du 9 février 2014 se rapproche inexorablement. ■



«1848, C'EST LA VICTOIRE DE LA MODERNITÉ REVÊTUE DU COSTUME TRADITIONNEL»

Le Nomes a rencontré Thomas Maissen à l'Institut européen allemand à Paris. Au cours de l'entretien, l'historien suisse a expliqué l'importance de renouer avec la vérité historiographique, de déconstruire certains mythes et il a précisé les conséquences d'une adhésion de la Suisse à l'UE sur la neutralité et la démocratie directe.

europa.ch: Vous êtes Suisse, vous travaillez à Paris et vous avez vécu en Allemagne. Où vous sentez-vous à la maison?

Thomas Maissen: En Suisse. Je suis né à Zurich et j'ai grandi à Bâle: chez moi, c'est donc quelque part entre ces deux villes. Mais ce n'est pas un lieu absolu, ce n'est pas un endroit dont la privation m'empêcherait de vivre heureux.

Est-ce que vous vous considérez comme un «euroturbo»?

Non, je dirais plutôt que je suis européen. Je suis tout à fait convaincu que la Suisse devrait adhérer un jour à l'UE. Cependant, je ne suis pas un euroturbo parce que je suis réaliste et que je sais que l'adhésion n'est pas à l'agenda politique en ce moment et qu'elle ne devrait pas y revenir prochainement – sauf crise majeure en Suisse. Mais je suis convaincu que l'UE est la bonne solution pour l'Europe et pour la Suisse à l'avenir. Je suis donc un euroturbo patient.

Qu'est-ce qui vous a amené à débattre des mythes suisses avec Christoph Blocher, un juriste et politicien?

C'est avec un politicien que j'ai débattu, pas avec un juriste. J'ai choisi Christoph Blocher et Ueli Maurer non seulement parce que ce sont des personnalités connues, mais aussi parce qu'il est très facile d'accéder à leurs positions sur internet. Ce sont ces positions conservatrices que j'ai voulu mettre en question. Le débat suisse est actuellement bloqué par une interprétation de la neutralité intégrale, de l'indépendance sou-

veraine, comme l'expression d'une supériorité historique, qui s'exprimerait par la liberté, la démocratie et le fédéralisme. Cette interprétation est l'héritage de l'historiographie nationale de la fin du XIX^e siècle, de la Guerre froide et de la «défense spirituelle du pays». Et qui peut remettre en question cette vision sinon un historien professionnel? J'ai donc voulu donner les informations nécessaires pour montrer que cette interprétation nationaliste et autonomiste de l'histoire nationale n'est pas la seule possible.

Parmi les sujets que vous dénoncez se trouve le Pacte fédéral de 1291, ce que vous reproche l'UDC. Pourquoi vous battez-vous contre ce document?

«Napoléon n'est pas un héros mais plutôt une catastrophe naturelle»

Je ne me bats pas contre le Pacte fédéral. Il est vrai que ce document existe et je ne pense pas que ce soit un faux. Ce que je mets en doute, c'est l'interprétation selon laquelle ce pacte témoignerait du noyau de la Suisse, de ce noyau de liberté qui aurait créé l'idée de démocratie autour de laquelle la Suisse se serait formée. La recherche actuelle montre que, outre le pacte de 1291, il y a eu beaucoup d'autres alliances et traités à cette même époque avec de nombreux partenaires, comme par exemple des villes de la Rhénanie. Personne ne songeait alors à faire une Confédération exclusive. Ce n'est qu'au XV^e siècle que les cantons suisses en ont formé une. C'est comme cela qu'il faut comprendre la formation de la Suisse, comme quelque chose qui s'est fait parfois contre, mais



souvent avec les partenaires princiers comme la Savoie ou les Habsbourg. Il n'y avait pas de démocratie, de neutralité, de liberté individuelle à l'époque: c'est une interprétation beaucoup plus tardive qui ne correspond pas à l'état actuel de la recherche non seulement sur la Suisse, mais aussi sur d'autres entités politiques de la fin du Moyen-Âge.

Vous évoquez la neutralité. Quel est votre point de vue sur ce concept?

Je pense que les sources que l'on possède prouvent que le concept de neutralité ne devient une option que dans le droit des gens, cet ordre européen qui se développe à partir de la paix de Westphalie, soit dès la deuxième moitié du XVII^e siècle. Les raisons en sont évidentes puisque c'est là que le droit international est formé et discuté sur la base de l'Etat souverain. Dès lors, seul le souverain peut choisir de faire la guerre, la paix ou des alliances. La neutralité devient une option légitime et exclusive du souverain, alors qu'auparavant, pendant les guerres de religions, à savoir des guerres entre Dieu et le diable, ne pas faire la guerre était vu comme un signe de lâcheté. La représentation de la Suisse comme Etat neutre apparaît sur des illustrations peu après 1674, date à laquelle la Diète suisse déclare qu'elle restera neutre face à tout conflit. Cette réflexion a donc commencé bien après la bataille de Marignan en 1515, date prônée par les conservateurs.

Toujours à propos de la neutralité, est-ce que la Suisse la perdrait en entrant dans l'UE? Et qu'en serait-il de son indépendance et de sa souveraineté?

La Suisse a perdu son indépendance depuis longtemps à travers la reprise automatique du droit européen. C'est qu'elle se trouve dans un système incontournable pour une économie telle que la nôtre. En effet, un petit pays avec une économie ouverte ne peut pas vivre de la paysannerie, même si c'est le mythe qui est véhiculé. Mais ce n'est pas la faute de l'UE, c'est la faute de la richesse de la Suisse qui est basée sur des échanges économiques. Quant à la démocratie directe, il est clair qu'une adhésion constituerait une réduction de la possibilité de participer. Mais ce ne serait pas la fin de la démocratie directe, car personne n'interdit les référendums dans les pays de l'UE, bien au contraire.

Et qu'en est-il la neutralité?

Ma mère est finlandaise: la Finlande est neutre et membre de l'Union européenne, tout comme la Suède et l'Irlande. Question suivante? Désolé d'être aussi abrupt, mais je pense que c'est faux de dire que la neutralité ne permet pas l'adhésion à l'UE. Je rappelle à Christoph Blocher, qui, pour cette raison, était un fervent opposant à l'adhésion à l'ONU, que la Suisse n'a pas perdu sa neutralité en y entrant.

Vous vous battez pour la déconstruction des mythes suisses. Mais est-ce que ce ne sont pas justement ces mythes qui manquent à l'UE?

C'est une bonne question qui laisse place à de nombreuses réflexions. Je pense que ce qui manque à l'UE, ce ne sont pas forcément les mythes. Il faut savoir que ceux-ci servent à donner un sentiment d'identité à un collectif. Et le défi, pour créer un mythe, par exemple pour le canton de Vaud, est nettement moins élevé que pour la Suisse entière, sans parler d'une Communauté européenne de 28 membres de langues et de traditions différentes. Je pense pourtant qu'il existe des visions historiques récentes en Europe. L'une d'entre elles pourrait concerner les deux guerres mondiales qui représentent le dénominateur commémoratif commun

des Européens. En effet, sur un plan qui est surtout celui de l'extermination systématique des juifs, ces guerres permettent de se rendre compte que, dans une Europe du XX^e siècle, chaque groupe peut devenir minoritaire, voire marginal. Même

les Allemands, malgré leur statut de peuple le plus grand. Ceci dit, c'est souvent à travers des histoires qui déforment la réalité que l'on crée des mythes réducteurs sur l'identité d'un groupe. C'est tout à fait légitime, voire incontournable. Pour revenir au cas suisse, j'ai deux réserves le concernant.

Ah bon, lesquelles?

Ma première réserve est que le récit de la Suisse fait uniquement référence à un Moyen-Âge idéalisé et alémanique. Quand on analyse les récits de la plupart des pays, on constate qu'ils se réfèrent à une notion en prise sur la modernité et sur le monde contemporain. Si on prend le cas de la France par exemple, on voit que leurs mythes tournent autour de la Révolution française: la défense des droits humains, de la civilisation, la tolérance, la lutte contre le fanatisme religieux. Ce sont les idées des Lumières. En Suisse, par contre, l'idée défendue par les conservateurs est celle d'une communauté de paysans menacés par des princes, un concept idéalisé du Moyen-Âge. Ce n'est donc pas un hasard si l'histoire suisse se réduit aux batailles de Morgarten et de Marignan. On est très conscient de tous les clivages qu'il y a eu dans l'histoire et on essaie de les éviter par un récit qui fait croire que les communes et les villes du Moyen-Âge représentaient une fraternité qui luttait sans cesse pour les mêmes idéaux, ce qui est faux.

Thomas Maissen

Thomas Maissen est né en Suisse en 1962 d'un père suisse et d'une mère finlandaise. Diplômé d'histoire, de latin et de philosophie, il a travaillé notamment comme rédacteur à la *Neue Zürcher Zeitung*, puis comme professeur à l'Université de Heidelberg. En septembre 2013, il a été nommé directeur de l'Institut historique allemand (IHA) à Paris.



Et la seconde?

Ma deuxième réserve concerne le phénomène des groupes politiques qui cherchent à bloquer le débat et la commémoration à un moment antérieur à 1989. Dans les autres pays, la droite souligne les victoires, les conquêtes et la mission d'un pays, tandis que la gauche est plutôt internationaliste. En Suisse en revanche, le récit est fait pour montrer que le pays ne fait ni partie de l'Europe, ni partie de ce monde. C'est un univers en soi qui fonctionne selon les règles du *Sonderfall*. Mais ce n'est pas une bonne solution de se croire au-dessus des pays européens en déclarant que nous avons mis en place un système singulier qui allie neutralité, fédéralisme et démocratie directe.

Alors, la solution, ne la trouverait-on pas dans un héros qui prônerait en même temps les valeurs suisses et l'intégration européenne?

Le héros individuel est très rare dans l'histoire suisse. On peut penser à Zwingli et à Napoléon, qui a créé les cantons et les frontières qui sont encore celles de la Suisse actuelle. L'histoire suisse est plutôt anonyme et les héros que les gens connaissent sont des héros imaginaires comme les trois Suisses sur le Grütli. La question est ici de savoir si un pays pragmatique comme le nôtre veut baser sa politique extérieure, mais aussi intérieure, sur un récit mythique et non sur un récit approuvé par les historiens. Mais cette question doit être résolue par les politiciens eux-mêmes. S'il nous fallait faire ressortir une figure individuelle, on pourrait prendre Napoléon. Sauf que Napoléon n'est pas un héros, mais plutôt une catastrophe naturelle, c'est-à-dire un événement extérieur et imprévisible qui change complètement les conditions structurelles. Notre Napoléon actuel serait par exemple une banqueroute de l'UBS. Bien sûr, cela ne veut pas dire que je sois pour un krach de l'UBS; un krach de l'UBS que l'on a du reste frôlé.



8

En parlant de héros, votre livre Schweizer Heldengeschichten a produit beaucoup de remous dans certains milieux. Comment l'expliquez-vous?

Si je n'avais pas cité Blocher et Maurer, cela n'aurait pas été le cas. C'était le transfert de connaissances historiographiques dans le débat politique concret. Si j'avais publié le même livre sans citations, les initiés se seraient demandés pourquoi j'écrivais un tel ouvrage, avec des faits qui, pour la plupart, sont déjà connus depuis longtemps. Ce qui a dérangé est le fait que je remette en question une explication qui a été imposée avec succès par l'UDC ces vingt dernières années, une explication élaborée à la fin du XIX^e siècle, mais dont les aspects mythiques ont été renforcés pendant la défense spirituelle et que les autres partis ont remis en question après la fin de la Guerre froide en 1989. Comme l'UDC a continué à promouvoir ce récit, ce parti s'est senti provoqué par un livre qui montre que ce narratif ne correspond pas à la recherche scientifique.

Parlons maintenant de votre autre livre, Geschichte der Schweiz, paru en 2010. Dans celui-ci, vous expliquez que la Suisse en tant qu'Etat est un ensemble contextuel, qui doit



être compris comme l'ajustement continu à certaines circonstances (voir p.11 de votre livre). Selon ce point de vue, rien ne s'oppose alors à d'autres changements initiés par le gouvernement, voire le peuple souverain à l'avenir?

C'est vrai bien sûr, parce que je l'ai écrit moi-même (rires). C'est vrai dans le sens où les changements structurels ne se font pas d'un jour à l'autre. En Suisse, il y a eu des changements tellement fondamentaux en 700 ans que cette Suisse du Moyen-Âge et celle d'aujourd'hui n'ont rien en commun. La Suisse, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, était uniquement germanophone, les francophones et les italo-phones étaient des sujets qui n'avaient rien à dire. Il manquait un gouvernement fédéral – voire un gouvernement suisse tout court – et tout était dirigé par les cantons. Doit-on alors considérer que c'est la même Suisse ou une Suisse différente? Les conservateurs essaient de faire croire que tout ce qui fait partie de l'identité suisse – la neutralité, la souveraineté, la démocratie directe ou encore le fédéralisme – est apparu en 1291. Il y a donc un décalage entre la réalité historique et un imaginaire collectif et c'est, à mon avis, le vrai problème de la conscience nationale suisse.

Vous parlez d'une Suisse bloquée par sa référence à 1291. Pourtant, en 1848, une «Suisse moderne» a été fondée sur les symboles des époques passées et sur une alliance entre tradition et modernité. Est-ce que cela ne serait pas possible à nouveau dans le cadre d'une adhésion à l'UE?

Oui, jusqu'à un certain point. Cela n'allait pas sans certains compromis au XIX^e siècle déjà. En effet, cette alliance entre tradition et modernité est en réalité la victoire de la modernité qui a revêtu les costumes traditionnels. Ceci dit, la cohabitation réussie entre le français, l'italien et l'allemand au quotidien pourrait être la grande contribution suisse à une structure communautaire. L'expérience suisse pourrait ainsi représenter une contribution positive à l'Europe, contribution pacifique d'un pays qui a su réunir en une même entité des peuples qui se faisaient la guerre ailleurs. Je ne vois pas cela comme une mission à réaliser de la part de la Suisse, mais comme une expérience de son quotidien à transmettre, un héritage suisse à valoriser. Cela peut être très fécond. ■

(interview: ci)

TENTIAMO DIRVI

Par **Marko Miladinovic**, musicien

«*Nous sommes en un mot – et que ce soit notre mot d'ordre! – de bons Européens, les héritiers de l'Europe, les héritiers riches et comblés – mais riches aussi en obligations, héritiers de plusieurs milliers d'années d'esprit européen*».
Le Gai Savoir, F. Nietzsche

Freddo è il mondo delle idee
Una luce in sé fa molta ombra
E non un sole la riscalda
Voi volete stare di là anziché qui?
Non è l'al di là di un marciapiede
Né l'al di là di un qui dove
Una carezza di alcunché
Scivola sul braccio
O pizzica la zanzara
E piacevole e grattare

Questo nostro mondo
Emerso e illuminato
In cui si smette respirare
Tra un respiro e un altro
Un fiore non si coglie
Se le mani sono giunte
Né si conosce quanto è profondo
Ciò che non affiora in superficie
E non si è giovani se non al prezzo
Dell'umanità più vecchia
E non si è forti se non a patto
Di spezzarsi nella rigidità
Voi dunque per questo
Volete stare di là anziché qui?

Qui niente è uguale
Neppure a se stesso
E da lì gridate all'uguaglianza?
Qui è tutto dolore e felicità
E da lì gridate alla sofferenza?
Qui tutto è pericolo e incertezza
E da lì vi addobbate?
Qui viene la tempesta
A evadere i piani, togliere l'elettricità
E da lì sperate e maledite
Il brutto e cattivo tempo?

Qui le nuvole e gli uomini
Mutano e si dissolvono
E da lì gridate per entrambi
Diritti e libertà?
Qui un grande tronco
Cade nel fiume e si arresta
E da lì gridate che tutto scorre?
Voi dunque per questo
Volete stare di là anziché qui?

Tentiamo dirvi
Dove superiamo un ostacolo
Là iscriviamo la nostra gioia

Con la nostra nascita o quella di un
filo d'erba. È stato reso possibile quan-
to non fu possibile. Ed entrambi facil-
mente possono venire calpestati

Tentiamo dirvi
Per la vanità che ci è testimone
Siamo vivi nel sonno come nella veglia
Pettiniamo i nostri capelli
Abbiamo cura dei nostri vizi
Perché questo corpo non fu sempre corpo
E chi tace lo sarà per meno

Tentiamo dirvi
Queste parole sono strumenti
Per costruire e togliere i ponti
Se uno di voi vorrà raggiungerci
Ebbene s'incammini, noi lo accoglieremo
E sulla via del ritorno diremo addio
A chi indietreggerà

Tentiamo dirvi
Qui soltanto il futuro esiste
Soltanto la vita è possibile



Marko Miladinovic

Né en 1988 à Vukovar en Croatie, il vit et travaille à Chiasso. Il est à la fois artiste dans le domaine des arts littéraires et musicien au sein du groupe Fedora Saura.

Nous avons choisi de publier ce texte dans sa version originale afin de donner plus d'espace à la section tessinoise du Nomes. Vous trouvez le texte traduit en français et en allemand sur la page www.europa.ch.



«NOUS AVONS BESOIN D'UNE VRAIE POLITIQUE EUROPÉENNE»

Crise de l'euro, crise ukrainienne, Grexit, crise des migrants, sortie de l'espace Schengen, sortie de l'idée européenne: les articles négatifs pleuvent. L'Europe, et particulièrement l'UE, semble être bloquée dans une crise sans fin. Quant aux relations Suisse-Europe, elles relèvent du sujet brûlant, voire du tabou dans le cadre des élections fédérales. Mais qu'en pensent les jeunes Suisses? Reportage à Berne – qui n'est pas et ne peut être représentatif.

Actualité du 2 septembre 2015: environ mille réfugiés mineurs ont demandé asile en Suisse ces sept derniers mois.

Je me tiens devant un bâtiment ancien, une école, construite en style néoclassique, qui bien sûr évoque le souvenir de ces générations d'écolières et d'écoliers qui y ont déambulé. Le campus devant le gymnase de Kirchenfeld semble un peu abandonné en ce premier matin d'automne. Jusqu'à ce que la sonnerie retentisse: en quelques secondes, la cafétéria et la cour de récréation se remplissent d'élèves affamés. Il est midi. Et Mme von Oetinger et son équipe croulent sous les choses à faire.

Trois jeunes femmes attendent de recevoir leur repas: Carolin, Viola et Linda. Ce sont les premières qui ont accepté de répondre à un petit questionnaire. Elles sont toutes les trois en troisième année. A la question de savoir où elles ont passé leurs vacances d'été, Carolin est la première à répondre: «Je suis restée en Suisse. Nous avons un chalet à Davos. Mais j'ai aussi été au Portugal pour une tournée avec l'orchestre symphonique des jeunes, c'était trop cool. J'ai adoré les gens là-bas.» Viola a fait un tour d'Angleterre avec sa mère et Linda était au Canada. Comme une partie de sa famille y vit, elle se sent particulière-

ment proche de ce pays et de sa culture. Il est intéressant de constater qu'elle ressent un sentiment d'appartenance envers le Canada qu'elle ne ressent pas à l'évocation de l'Europe. Et Viola de rajouter: «Pour moi, mon environnement familial est là où je vis – et c'est ici.» Elle est cependant attirée en ce moment par la Scandinavie, en particulier la Norvège où elle se verrait bien un jour faire une partie de ses études. Viola estime qu'il est totalement normal de nos jours de passer la frontière et de travailler en Europe. Carolin aussi rêve de faire ses études en dehors de la Suisse.

Avec une préférence pour Berlin. «Non», dit-elle en riant, «je ne souhaite pas forcément devenir musicienne professionnelle, mais plutôt architecte d'intérieur».

Toutes les trois ont déjà des projets pour les vacances d'automne: Viola s'envolera avec sa famille pour Dubaï, Linda se rendra en France et en Allemagne et Carolin en Grèce. Le thème Suisse-UE n'intéresse que peu les étudiantes, bien que Carolin ait évoqué la crise des migrants au début de l'entretien, ainsi que les réfugiés étouffés dans un camion. Elle s'empporte aussi contre «la politique débile de l'UDC qui est tellement négative». Viola regarde sa montre – la pause de midi touche à sa fin. Les trois filles prennent congé.

«Il est normal aujourd'hui de passer librement la frontière»



Les quatre amies Sophie, Katia, Meret et Siv.

Je me dirige vers un jeune homme, assis tout seul à une table un smartphone dans la main et devant lui son menu de midi.

Jan vient d'entrer en troisième année et tout est encore nouveau pour lui: les camarades, le trajet d'une heure depuis sa maison dans l'Emmental. Cette année, il a passé l'été à la maison, mais l'an dernier il s'est rendu avec ses parents à Ostfriesland près de la mer du Nord. Cela lui avait beaucoup plu. Son parrain habitant à Constance, il a une certaine sympathie pour l'Allemagne. En tant que fan de football, il s'intéresse aussi à ce qu'il se passe au-delà de la frontière, en Bundesliga. Mais le football suisse reste pour lui le plus important – YB bien sûr – mais aussi le SCB et les stars du tennis suisse. Je lui demande ce qu'il est en train de lire sur son portable. «Les nouvelles» – la réponse claque dans l'air comme un coup de feu. «Je m'informe de manière large à travers les médias online et, à la maison, en lisant la *Berner Zeitung* et en regardant le téléjournal».

Toute la problématique des migrants le préoccupe aussi. Il suit l'actualité depuis des semaines et se pose des questions: «Il est certes normal aujourd'hui de passer librement la frontière, mais pour moi cela ne va pas de soi» – et d'ajouter: «La libre circulation des personnes est un acquis. C'est pourquoi l'isolement actuel de la Suisse est absurde. Nous devons travailler de pair avec l'UE car, à terme, la situation actuelle n'est pas bonne – il nous faut une vraie politique européenne».

Quant à la question de l'UE, l'opinion de Jan est claire: «L'Union doit rester l'Union. Elle doit renforcer la cohésion entre les membres, résoudre les problèmes de manière commune – la crise grecque et maintenant la crise des migrants. Je trouve que les États devraient laisser de côté leurs propres intérêts.»

Je lui demande ce qu'il souhaite faire après l'obtention de la matu. Jan répond sans hésiter: «L'EPFZ – en filière technique.» Malgré son intérêt pour la science, il suit des cours d'espagnol au gymnase. Ainsi, il parle et apprend cinq langues. C'est qu'il aimerait, après ses études, partir à l'étranger «pour voir ce qu'il se passe dans les coulisses» – selon ses propres termes – «rencontrer des gens et entendre d'autres points de vue». Il est temps de se quitter.

Actualité du 6 septembre 2015: la ville de Munich a vu ce dimanche l'arrivée de plus de 10 000 réfugiés.

Il est près de 20 heures en ce dimanche soir. Je traverse une Helvetiaplatz presque vide. Le Musée historique, flanqué de grands arbres, domine la large place de sa puissante façade à moitié dans l'ombre. Quelques minutes plus tard, je m'assieds à une grande table de salle à manger, non loin de l'Aar, dans le quartier de Dalmazi. Peu à peu, j'apprends à connaître trois autres jeunes femmes chez mon hôtesse du jour Meret.

Sophie, en première année au gymnase de Kirchenfeld, Katia – ancienne élève du gymnase de Neufeld et Siv. Siv et Meret fréquentent toutes les deux le gymnase de Hofwil. La conversation s'engage rapidement – on évoque l'incontournable «crise des migrants», les gens qui parcourent des kilomètres pour trouver sécurité et avenir en Europe.

Je demande aussi aux quatre amies où elles ont passé leurs vacances d'été. Presque toutes se sont rendues en Europe, certaines avec Interrail. Et quand je lance

le mot «Europe» dans la conversation, les réponses sont contrastées: «l'Europe, ce n'est pas l'UE», estime Siv, résolue. Katia n'est pas de cet avis. «Pour moi, l'UE c'est l'Europe, même s'il y a là

de grands pouvoirs que sont l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie...» Ce qui amène Sophie à déclarer: «la Suisse appartient d'une certaine manière à cet ensemble – mais d'une manière lâche, elle ne veut jamais prendre position clairement sur la question de l'adhésion.» Et Meret de rajouter: «Nous, les Suisses, sommes doués en tant que profiteurs, mais sinon on préfère rester dehors – notre pays se considère meilleur que les autres», s'énerve-t-elle.

Au cours de la discussion, il s'avère qu'elles souhaitent toutes effectuer une partie de leurs études à l'étranger: la Belgique, l'Espagne, l'Angleterre, l'Irlande, mais aussi les pays scandinaves les attirent particulièrement. Cela m'intéresse donc d'autant plus de savoir ce que signifie pour elles le terme de patrie. Se sentent-elles bien ici, se sentent-elles à la maison? «La patrie est l'endroit où j'habite et d'où je viens», estime Meret. Et elle ajoute que la Suisse est immensément riche. Sophie approuve: «Je suis née ici par hasard et j'en ai acquis de nombreux privilèges». Et Katia? «Je suis Suisse. Et il y a de nombreuses choses que j'apprécie beaucoup ici, par exemple la rapidité du passage de la ville à la campagne; et il y a vraiment de beaux endroits dans ce pays.»

«L'Europe est un continent tellement petit», déclare Siv. Elle évoque les progrès technologiques et politiques de l'Europe, l'époque des Lumières. Mais cela nous a aussi conduits à n'avoir qu'un point de vue, à penser que seuls nos acquis ont de la valeur et doivent être suivis. Sophie: «Nous n'apprenons que ça à l'école, pas les points de vue d'autres cultures, d'autres courants de pensée». Toutes auraient souhaité plus de points de vue divers dans les disciplines scolaires, trop souvent uniquement centrées sur l'histoire de l'Europe et ses acquis. Katia raconte à quel point elle a apprécié l'étude de la Chine en deuxième année de gymnase.

Et Siv remercie son professeur de géographie qui lui a fourni des éléments de compréhension des projets humanitaires en Afrique en expliquant que de nombreux projets bien-pensants ne pouvaient fonctionner là-bas parce que réalisés selon nos principes alors que les autochtones auraient choisi une tout autre manière de procéder. «Il se peut que de nombreuses personnes en sachent plus sur nous que nous sur eux», explique Siv, qui est en train de tricoter un pullover.

«La libre circulation des personnes est un acquis: l'isolement actuel de la Suisse est absurde»





Danse pour l'Europe lors d'une séance du Parlement européen des jeunes

Et qu'en est-il du sujet brûlant de l'adhésion à l'UE? Alors que les quatre amies sont d'accord pour affirmer que les Bilatérales doivent être maintenues, les réponses divergent fortement. Toutes estiment que la Suisse doit avoir une politique plus ouverte: une politique qui explique aux gens quels sont les avantages et les inconvénients, sans susciter la peur.

Les politiciens ne doivent plus se cacher et doivent s'unir sur la manière de continuer, explique Katia. Elle ne souhaite pas adhérer à l'UE dans la situation actuelle «car une adhésion renforcerait les cercles de droite en Suisse, l'UE a trop de problèmes en ce moment». Sophie ajoute encore un point. Ce qui la dérange, c'est principalement la politique environnementale de l'UE et l'agriculture industrialisée. «Non», dit-elle résolument, «je ne voudrai jamais adhérer», et elle évoque les mers à moitié vides. Siv réagit. «Oui, la question de l'environnement me préoccupe aussi. Et pour prendre une décision concernant l'adhésion, il faudrait que j'en sache encore plus, que je m'informe bien, mais je suis assez en faveur de l'UE.» Notre hôte du jour, Meret, est la seule qui «instinctivement» souhaiterait adhérer, en raison notamment des événements actuels.

Que faudrait-il encore améliorer au sein de l'UE? ai-je demandé. «Il faut plus de justice pour que chacun puisse avoir les mêmes privilèges», répond Meret qui poursuit: «Je crois que beaucoup ont peur d'une adhésion parce qu'ils ne sont pas assez informés».

Katia approuve: «Il est plus facile de suivre le courant de pensée de la majorité – c'est-à-dire plutôt conservateur ou en tout cas à droite.» Les amies réfléchissent au fait que tant de gens ont peur et d'où cela peut venir.

Pour Sophie, la responsabilité est toute trouvée: «La politique actuelle est tellement dépendante de l'argent – c'est ce rapport de dépendance qui n'est pas bon pour les gens. Je n'arrive de toute façon pas à prendre au sérieux les politiciens».

Lentement, une certaine fatigue s'installe autour de la table, une nouvelle semaine commence demain. Les termes de «changement de système» sont lancés – l'espoir qu'il n'y ait pas qu'un système, mais d'autres qui soient plus égaux pour les gens. «J'espère», dit Siv, «que cela va dans la bonne direction» – et en cela, toutes se rejoignent: que beaucoup de choses se développent dans la bonne direction. ■

«Il faut plus de justice au sein de l'UE»

Annette Berger

Annette Berger fait partie du Comité de la section de Berne du Nomes. Elle est productrice de films indépendante et enseigne dans une Haute école. Après une formation de photographe, elle s'est tournée vers le journalisme, d'abord à la *Berner Zeitung*, puis dix ans au sein de la SRG, dont presque trois ans au Palais fédéral, et enfin à la SF à Zurich. Elle travaille actuellement à la création d'un documentaire sur le mythe de l'islam au Pakistan et en Inde.



CHALLENGE EUROPE 2015: ACCEPTER LES DÉFIS POSÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Par **Severina Sigron**, membre du Comité de la YES

Débatte de la question européenne et se plonger dans les dessous de l'Union européenne (UE) n'est pas toujours chose facile. Le débat autour de l'Europe et de l'UE n'est pas très développé dans l'opinion publique, tandis que la construction européenne reste pour beaucoup de nos concitoyens un concept assez abstrait.

L'organisation de jeunesse Young European Suisse (YES) souhaite remédier à cette situation. Dans ce contexte, elle organise chaque année (outre de nombreuses autres activités) un voyage d'étude à Bruxelles. Cette année, il a eu lieu pour la 12^e année consécutive et a réuni un joyeux mélange de jeunes gens d'origines, de sensibilités politiques, de visions et de buts différents, ayant tous cependant en commun un intérêt aigu pour l'Europe et les relations entre la Suisse et l'Union européenne.

Voici le concept en bref: dans le cadre des deux séminaires préparatoires à Zurich, Genève et Fribourg, les participants ont appris à connaître les institutions de l'UE, son histoire et ses relations avec la Suisse grâce à des spécialistes du milieu académique. Puis, un séminaire national a eu lieu, cette année en présence du conseiller national Roger Nordmann et de la Direction des Affaires européennes (DAE). Enfin, le point culminant du Challenge Europe a été le voyage à Bruxelles (qui s'est dé-



roulé cette année du 30 août au 6 septembre). Au cours de ce voyage, les participants ont pu visiter les différentes institutions européennes et discuter des défis actuels de l'Europe avec des députés et des collaborateurs des institutions européennes, ainsi que des représentants de diverses ONG. En outre, différents workshops ont été organisés afin de permettre aux participants de se familiariser avec les questions spécifiques qui concernent les relations entre la Suisse et l'UE. Les sujets des workshops étaient les suivants: les réformes du gouvernement britannique et le Brexit possible ; le déficit démocratique et le rôle du Parlement européen; la question des migrations et de l'asile et, enfin, la question du devoir de mémoire concernant les grands conflits du XX^{ème} siècle.

Lors du séjour à Bruxelles, une grande attention a été accordée à la question des relations entre la Suisse et l'UE. Nous avons pu discuter de cette question tant

avec l'Ambassadeur de la Mission suisse auprès de l'UE Roberto Balzaretti, qu'avec Nina Obermaier, collaboratrice au sein du Service de l'Action Extérieure Européenne et responsable du dossier suisse. Un point a fait l'unanimité: depuis la votation du 9 février 2014, nous nous trouvons à un moment décisif dans nos relations avec l'UE.

«Plus d'Europe ou moins d'Europe?» est actuellement la question fondamentale au sein de l'Union en raison des défis auxquels elle est confrontée. Les forces nationalistes et celles qui prônent l'intégration continuent de s'opposer, en lien direct avec les événements internationaux et la politique intérieure des différents Etats membres.

Enfin, durant cette semaine en Belgique, la visite du Musée In Flanders Fields sur la Première Guerre mondiale ainsi que celle des cimetières militaires d'Ypres nous ont mis en garde contre le trop peu d'Europe. De nombreux acquis, dans l'Europe d'aujourd'hui, doivent être préservés et protégés. Nous devons également prendre nos responsabilités – et pour cela nous avons besoin d'une Europe forte. ■

Faites partie du Challenge Europe l'an prochain! Retrouvez toutes les photos sur notre page Facebook: <http://on.fb.me/1PpJuDO>



«LA RÉGLEMENTATION DE L'UE SUR LES PIZZAS REPRÉSENTE UN RECORD DE BUREAUCRATIE»

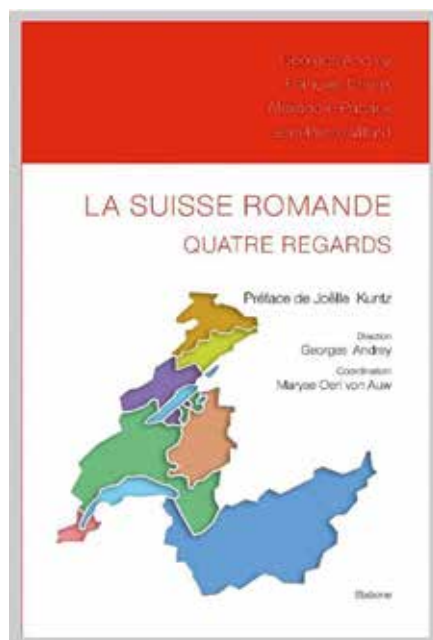
«(...) Quand il s'agit de bureaucratie et de paragraphes, l'UE est imbattable. On ne trouve pas seulement des réglementations sur les limites de la consommation de l'eau pour chaque douche ou pour les machines à café, mais aussi des dispositions particulières pour les pizzas. La réglementation 509/2006 détermine ainsi que «la pizza napoletana» doit avoir «une pâte de forme ronde d'un diamètre variable de maximum 35 cm», une épaisseur de 1 à 2 cm et doit être couverte de divers ingrédients. Nous nous réjouissons déjà de la discussion au sujet de la loi sur les gâteaux. Rien que par cet exemple, la réponse à la reprise dynamique et obligatoire du droit de l'UE ne peut être que: «non, merci!»

Gregor Rutz, conseiller national, dans *Franc-parler*, journal de l'UDC, août/septembre 2015

Deux personnes ont beau faire la même chose, cela n'est pourtant absolument pas une action identique aux yeux d'un europhobe.

1. Le conseiller national Rutz aurait pu être encore plus méprisant: sur les pages du document cité, on trouve également des détails très spécifiques qui concernent les caractéristiques de la farine à utiliser, les mouvements des pizzaiolos et de nombreux autres détails. Ce n'est pas pour autant la preuve d'une étrange folie bureaucratique de la part de l'UE et il n'y aura pas non plus de loi sur les gâteaux, telle que Rutz l'a évoquée de manière ironique. Il s'agit simplement d'un fait: toutes les administrations modernes, y compris celle de la Confédération, doivent s'occuper non seulement des grands problèmes de politique intérieure et extérieure, mais aussi de régler les «petites» choses qui ne concernent qu'un domaine particulier, mais qui sont à leurs yeux très importantes.
2. Dans le secteur alimentaire, et nous revenons ainsi à notre sujet, tant la Suisse que l'UE connaissent au sein du marché national pour l'une et de l'espace économique européen d'un demi-milliard de consommateurs pour l'autre, des catégories de protections pour certains produits, telles que l'«Appellation d'origine protégée» (AOP) et l'«Indication géographique protégée» (IGP). Dans l'UE, il existe encore une catégorie supplémentaire appelée «Spécialité traditionnelle garantie» (STG). La production et la vente de ces produits ne sont pas liées à leurs origines; toutefois la composition et/ou les méthodes traditionnelles de production et de traitement sont protégées. Un exemple pris au hasard des nombreux certificats de la STG est donc le cas de la «vera pizza napoletana». De nombreux produits – comme la pizza de toutes sortes et de toutes qualités – sont vendus dans les restaurants et les supermarchés du Cap Nord à Malte et de l'Algarve aux frontières russes.
3. Néanmoins, seul le sceau STG signifie qu'un produit vient de Naples. C'est pour cette raison que la définition de la «vera pizza napoletana» doit être si détaillée et précise.
3. Ceux qui pensent que les règlements de ce genre n'existent que dans l'UE devraient étudier plus attentivement les réglementations pour les produits AOC et IGP en Suisse. Nous aussi pouvons citer ici un exemple au hasard: le règlement de la «St. Galler Bratwurst / St. Galler Kalbsbratwurst (IGP) selon la décision du 16 juillet 2007 de l'Office fédéral de l'agriculture, modifiée par la décision du 6 octobre 2010» offre huit pages de description de détails esthétiques, culinaires, chimiques et même physiologiques de cette bonne vieille saucisse.
4. Se moquer de l'UE en la présentant comme une entité hyperbureaucratique alors que la situation en Suisse est la même, est devenu une tradition. Des générations d'europhobes ont ri de la réglementation des concombres qui décrivait scrupuleusement quelle courbure ils devaient avoir. C'est certes hilarant. Néanmoins, la séparation des concombres en classes définies et souhaitées par les producteurs et les gros commerçants est parfaitement conforme à la norme FFV-15 de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) et en tant que telle adoptée depuis 1964 par la Suisse, membre de ladite commission.
5. Si le conseiller national Rutz ne sait pas que ce qu'il reproche à l'UE se passe de la même manière en Suisse, c'est qu'il est un député mal informé. En revanche, s'il le sait, mais qu'il tente ainsi de nuire à l'image de l'UE, alors il agit de manière sournoise. Nous le laissons libre de choisir à quel camp il appartient. (sp)





Combien d'habitants compte la Suisse romande en 1900 et en 2000? Est-il vrai qu'en 1900 La Chaux-de-Fonds est presque aussi peuplée que Lausanne? Le nombre de cantons romands varie-t-il entre ces deux dates? Savez-vous qu'une association propose la création d'un grand canton de l'Arc jurassien? Connaissez-vous l'histoire du premier projet de fusion de deux cantons de l'Arc lémanique? Quels sont les scénarios régionaux pour demain? Selon vous, les cantons romands ont-ils une politique linguistique? Si oui, quelle est-elle? Savez-vous combien de concordats romands sont en vigueur aujourd'hui, et dans quels domaines?

C'est à ces questions et bien d'autres que cet ouvrage répond. Les éclairages fournis par quatre auteurs spécialistes, dont le co-président du Nomes François Cherix, vous permettront d'apprécier le dynamisme qui anime la Suisse romande, ainsi que son extraordinaire évolution, gage d'un avenir prometteur.

Cherix François, et al. (Ed.)
La Suisse romande, quatre regards
2015. 216 pages, Editions Slatkine.
ISBN: 9782832106532, 32 Sfr.

Le grand nettoyage a commencé pour la Commission Juncker

La nouvelle Commission européenne, sous la présidence de Jean-Claude Juncker, a décidé dès sa nomination de traiter moins de thèmes afin de pouvoir se concentrer sur les questions les plus importantes. Elle souhaite également mettre fin au «bureaucratisme» si souvent critiqué au sein de l'UE. Un premier nettoyage a déjà eu lieu lorsque la Commission, après consultation des différents organes de l'UE, a officiellement retiré 73 propositions législatives en souffrance depuis plusieurs années. (sp)

«L'eau, un droit humain», une initiative citoyenne critique envers la Commission

L'initiative citoyenne «L'eau, un droit humain» souhaite faire du droit à l'eau un droit humain et vise à protéger l'accès à l'eau de la privatisation et de futurs accords de libre-échange. Forte de ses 1,8 mio de signatures en provenance de nombreux Etats membres, cette initiative a amené le Parlement européen à critiquer ouvertement la Commission européenne pour son «manque d'ambition». La seule confirmation d'accords déjà existants relatifs à l'accès à l'eau par la Commission n'a pas convaincu le Parlement qui exige plus de détermination et d'engagement. (sp)

Durcir l'interdiction du clonage des animaux domestiques

Le Parlement européen a accepté à une majorité écrasante le projet de la Commission européenne qui entend durcir la loi d'interdiction du clonage des animaux. Selon le Parlement, toutes les espèces sans exception doivent être interdites de clonage. A l'avenir, l'utilisation de la progéniture d'animaux clonés, l'importation d'animaux clonés ou de produits provenant d'animaux clonés seront également catégoriquement interdites au sein de l'UE. Le Parlement doit encore négocier cette version du projet avec la Commission et le Conseil des ministres. (sp)





Depuis l'arbre jusqu'à la table – des meubles de caractère en bois massif.

Chez Girsberger, chaque étape de l'élaboration d'une table est consignée. Nos artisans sont fiers de pouvoir attester par leur signature de la haute qualité d'un produit fabriqué sur mesure.

